



Westminster & City News

NUMÉRO 7

Du 14 au 20 février 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

L'inflation accélère à 1,8 % en janvier au Royaume-Uni – En hausse de 0,5 pp par rapport à décembre, l'indice des prix à la consommation a été soutenu principalement par la hausse des prix de l'énergie (+ 1,9 %) selon l'[ONS](#). L'inflation sous-jacente (corrigée des prix les plus volatils) a également accéléré, s'établissant à 1,6 % en janvier (contre 1,4 % en décembre). Cette tendance à la hausse devrait se dissiper à partir d'avril, en raison d'une baisse des prix de l'électricité et du gaz naturel annoncée par Ofgem, ainsi que la récente appréciation de la livre sterling qui fera pression à la baisse sur les prix de l'alimentaire et des biens durables. L'inflation évolue conformément aux attentes de la BoE, confirmant sa décision de ne pas baisser ses taux en janvier.

Malgré un affaiblissement des indicateurs, le marché du travail reste sous pression – Le taux d'emploi a augmenté de +0,6 % au T4 2019 (+ 180 000 travailleurs, au-dessus des attentes) et le taux de chômage est resté inchangé à 3,8 % en décembre, son plus bas niveau depuis 1975. D'autres indicateurs reflètent cependant un affaiblissement du dynamisme du marché : le nombre d'emplois vacants a diminué de 6 % en janvier, entretenant une tendance à la baisse malgré le regain de confiance post-élection du milieu des affaires. La moyenne hebdomadaire des heures travaillées a également diminué au T4, passant de 37,3 à 36,9, reflétant une baisse du taux de mobilisation des travailleurs. Enfin, la croissance des salaires nominaux a ralenti à 2,9 % en décembre (contre 3,2 % en novembre), mais devrait repartir à la hausse soutenue par une forte demande de travailleurs et l'augmentation du salaire minimum (+6,2 %) prévue en avril.

La croissance écossaise devrait rester modeste cette année – Le [rapport trimestriel](#) « *Scotland State of the Economy* » du gouvernement écossais sur l'économie de la nation fait état d'une croissance modeste aux alentours de 0,6 % en 2019 qui pourrait s'accélérer cette année à environ 1 % en lien avec le rétablissement de la confiance des entreprises et la hausse des dépenses publiques d'investissement. Les perspectives de croissance pour 2021 et au-delà restent incertaines et dépendent largement de la nature de l'accord commercial entre le RU et l'UE et du degré d'accès au marché communautaire retenu. Le rapport relève également la bonne santé du marché du travail écossais en 2019 avec un taux d'emploi élevé (74,3 % au T4 2019) en dépit de l'incertitude liée au Brexit, tout en notant un ralentissement de la croissance des salaires.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

La City avance ses propositions pour la relation future sur les services financiers – Selon l'[IRSG](#), un groupe de travail conseillant les organisations City of London et TheCityUK, la relation future devra : i) garantir l'autonomie réglementaire au RU et en UE, ii) garantir l'alignement des cadres respectifs avec les normes internationales et iii) minimiser la perturbation des flux financiers afin de soutenir la croissance économique et les investissements au RU et en UE. Pour ce faire, l'IRSG propose que l'octroi et la révocation d'équivalence se fassent de manière autonome, mais selon un processus « clair et robuste » afin de fournir aux acteurs un degré élevé de

visibilité. Les équivalences devront être accordées sur la base d'objectifs de réglementation (dont notamment la stabilité financière et la protection des consommateurs) tout en prenant compte les différentes approches de supervision. Enfin, le rapport appelle à la création d'un forum RU-UE afin de prévenir l'émergence d'opportunités d'arbitrage, de faciliter la coopération quant à l'élaboration de normes internationales et d'évaluer l'impact sur les acteurs privés des nouvelles régulations européennes ou britanniques.

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

Les associations de consommateurs réclament des mesures urgentes sur l'accès aux espèces – Selon les données recueillies par la *Financial Inclusion Commission*, près de 2 M de personnes n'ont toujours pas de compte bancaire au RU et recourent aux espèces pour payer leurs factures. En 2018, 11 Md de paiements se sont fait en espèces au RU mais les associations estiment que ce niveau pourrait chuter à 3,8 Md en 2028, pour représenter moins d'un paiement sur 10. Les associations demandent au nouveau chancelier, Rishi Sunak, de prendre des mesures urgentes dès la présentation du budget qui doit avoir lieu le 11 mars, afin de garantir un accès à long terme aux liquidités tout en développant une stratégie claire pour s'assurer que la transition vers les paiements numériques ne lèse personne derrière. Les membres de *l'Access to Cash Review* attendent des réponses législatives qui permettent de protéger l'accès à l'argent liquide. La Fédération des petites entreprises appelle également à des incitations financières pour encourager les enseignes commerciales de proximité à proposer le *cash back*.

La FCA publie son analyse annuelle du secteur financier – Dans ce [document](#), la FCA livre son analyse de la performance des différents secteurs d'activité des services financiers en s'attachant à l'évolution de l'environnement financier et son impact sur les consommateurs et le marché. Sur la base de cette analyse, la FCA établit son plan d'actions 2020-21. Parmi les facteurs examinés par la FCA, on note l'impact potentiel de Brexit, les changements sociétaux et leur impact sur les besoins financiers des différentes générations et les développements technologiques dans les secteurs de la banque de détail, des prêts, de l'assurance, de l'épargne, de l'investissement et de la gestion de fortune.

BANQUES

RBS devient NatWest – L'enseigne RBS, dont la réputation a été ternie après avoir été renflouée par le gouvernement lors de la crise financière, sera remplacée par NatWest, entité achetée en 2000. Le groupe compte également rétrécir sa banque d'investissement NatWest Markets (réduction des coûts de 250 M£ en 2020 et réduction des actifs pondérés en fonction du risque de 38 Md£ à 20 Md£ sur le moyen terme). Dans le cadre de cette refonte, le groupe s'est engagé à réduire de moitié les émissions de carbones liées à son portefeuille de prêts d'ici 2030. En 2019, RBS a affiché un [résultat avant impôt](#) plus élevé que prévu (4,2 Md£, + 35 % en glissement annuel), grâce notamment à la vente de ses parts dans la banque saoudienne Alawwal (+ 444 M£). Malgré cela, le groupe a abandonné son objectif de 12 % de rendement des fonds propres tangibles (RoTE) et vise désormais un RoTE à moyen et long-terme de 9-11 %. Son président, Howard Davis, a déclaré que le capital excédentaire pourrait être utilisé en 2020 pour poursuivre le rachat des actions du gouvernement, qui détient 62,1 % du groupe.

HSBC annonce un plan de restructuration majeur – La banque prévoit de réduire ses frais de gestion annuels de 4,5 Md\$ et son effectif d'environ 35 000 postes d'ici fin 2022. Le groupe a annoncé la consolidation des *back* et *middle offices* pour les activités de banque d'investissement et de banque commerciale, et la fusion de sa banque privée avec sa banque de détail. HSBC souhaite également réduire ses activités d'investissement en Europe et aux Etats-Unis, où elle réduira ses actifs pondérés en fonction du risque (RWA) de 35 % et 45 % respectivement, pour les recentrer sur l'Asie. HSBC compte par ailleurs diminuer ses frais de gestion aux Etats-Unis de 10 à 15 %, notamment en diminuant d'un tiers le réseau de détail. Le [résultat avant impôt en 2019](#) est de 13,3 Md\$ (-33 % en glissement annuel), en partie à cause d'une dépréciation des actifs (« *goodwill impairment* ») d'une valeur de 7,3 Md\$ au sein de ses activités européennes. Enfin, selon [Les Echos](#), le réseau de détail d'HSBC en France devrait être vendu à un prix faible (moins de 50 millions d'euros) à la Société Générale ou à la Banque Postale.

Le directeur général de Barclays Jes Staley visé par une enquête sur ses liens avec Jeffrey Epstein – La FCA et la PRA ont ouvert une investigation après avoir reçu des échanges d'emails entre les deux hommes de la part de leurs homologues américains. Cette annonce fragilise Jes Staley, qui avait reçu en 2018 une amende de 640 000£ des superviseurs britanniques pour avoir tenté d'identifier un lanceur d'alerte. Malgré cela, le groupe a annoncé que ce dernier conservait « l'entière confiance du conseil d'administration » et qu'il serait unanimement soutenu à sa réélection lors de la réunion annuelle. Cette annonce a occulté la publication des résultats du groupe, supérieurs aux prévisions des analystes. Barclays a réalisé un [résultat avant impôt](#) de 4,3 Md£ en 2019 (+25 % en glissement annuel) et a atteint son objectif de 9 % de rendement sur les fonds propres tangibles (RoTE). Contrairement à ses

rivaux, Barclays n'a pas annoncé de changement de stratégie : son président Nigel Higgins a confirmé sa confiance dans le modèle actuel de banque universelle, avec une forte présence en Europe et aux Etats-Unis.

Les résultats de Lloyds plombés par le scandale de l'assurance emprunteur – La banque a affiché sur l'exercice 2019 un PNB de 17,1 Md£ (-4% en glissement annuel) et un [résultat avant impôt](#) de 4,3 Md£ (-26 %). Ce dernier a été affecté par les frais de litige liés au scandale de l'assurance emprunteur (PPI), d'un montant total de 2,5 Md£. Le rendement sur les fonds propres tangibles (RoTE) était de 7,8 % et de 14,8 % en base sous-jacente (en excluant notamment les frais de litiges PPI). Le directeur général, António Horta-Osorio, a fait l'éloge de la « résilience » du groupe, qui a su obtenir des résultats financiers solides dans un environnement difficile sur le marché du détail (concurrence élevée sur les prêts à l'habitat, taux d'intérêts faibles...). Pour ces raisons, Lloyds a abaissé son objectif de RoTE de 14-15 % en 2019 à 12-13 % en 2020. Enfin, Lloyds a confirmé son engagement de réduire de moitié les émissions carbone liés à son portefeuille de prêts d'ici 2030, à l'instar de RBS.

AUDIT ET CONSEIL

La CMA menace les cabinets d'audit du Big 4 de mettre en place des nouvelles réformes – Le régulateur de la concurrence a [indiqué](#) qu'il pourrait adopter des mesures plus contraignantes à l'encontre des cabinets du *Big 4* si ces derniers continuaient « à s'opposer ou à saper » ses plans de réforme du secteur. Est notamment évoquée une désignation directe des auditeurs par le régulateur sectoriel ou une institution ad hoc indépendante. Une telle mesure, qui retirerait la compétence de nomination au conseil d'administration et aux actionnaires, pourrait renforcer la capacité de résilience du marché et améliorer la qualité des audits selon la CMA. Cette annonce intervient dix mois après la [publication](#) par le régulateur de la concurrence d'une série de recommandations visant à renforcer la concurrence sur le marché de l'audit, dont la séparation des branches « audit » et « conseil » des cabinets du *Big 4* en deux entités opérationnelles distinctes avec un cloisonnement de la comptabilité, du *management* et des barèmes de rémunération.

La fédération des consultants appelle au maintien de la libre prestation de services après la période de transition – La fédération britannique des consultants en *management* (*Management Consulting Association*) et la fédération européenne des associations de conseils en organisation (FEACO) ont conjointement [appelé](#) au maintien de la liberté de prestation de service, de la libre circulation des données et de la capacité des entreprises à recruter des ressortissants de l'UE à l'issue de la période de transition fin 2020. Le conseil est un des rares secteurs à avoir connu un regain d'activité avec le Brexit. Cette déclaration commune intervient deux semaines avant le début des négociations sur la relation future UE-RU.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Laura Guenancia, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 20 février 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	80,2%	82,1%
Investissement public net	-2,2%	-2,0%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.